

budget de 1989 et l'impôt sur les grandes sociétés sont des éléments très importants de l'orientation que nous avons adoptée pour réduire le déficit et mieux équilibrer la politique des taux d'intérêt et la politique budgétaire.

Le projet de loi C-28 étant retardé au Sénat, les grandes sociétés ne paient pas leurs impôts à temps. Par conséquent, nous n'avons pas recouvré les quelque 200 millions de dollars que nous aurions pu comptabiliser dans les recettes du dernier exercice. Voilà ce qui arrive quand le Sénat retarde ce genre de mesure législative.

Ce que le Sénat fait en agissant ainsi n'est pas normal au Canada. Autant que je sache, il n'est jamais arrivé par le passé que des mesures financières et fiscales soient retardées aussi longtemps. Nous devons comprendre l'importance de cette situation où le Sénat bloque une mesure adoptée par un gouvernement dûment élu.

\* \* \*

[Français]

### LES MINORITÉS LINGUISTIQUES

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Je reviens à l'entente fédérale-provinciale signée entre la Saskatchewan et le Canada portant sur le projet d'établir un système de contrôle et de gestion des écoles par la minorité française de cette province, une première pour la province.

Je voudrais savoir si le secrétaire d'État est prêt à assurer à cette Chambre, étant donné que la province a reculé, a mis le projet en veilleuse, a arrêté de procéder là-dessus, s'il va garantir à la Chambre que tout argent, les 26 millions de dollars prévus sur dix ans, sera retenu et ne sera pas versé à la province tant qu'elle n'aura pas mis de l'avant un programme, un projet ferme avec garantie écrite au gouvernement du Canada qu'elle procédera dans les plus brefs délais.

**L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)):** Vous avez sans doute vu notre engagement très ferme en lisant les mots du premier ministre ou en écoutant ses paroles qui indiquaient sa déception que le gouvernement de la Saskatchewan n'ait pas trouvé les moyens d'introduire la législation dans la présente session.

### Questions orales

J'ai aussi eu une discussion avec le ministre, M. Meiklejohn, qui m'a fait part des raisons pour ces retards. Vous avez sans doute aussi lu les paroles de la Commission nationale des parents francophones, et M. Poirier dit qu'il est extrêmement satisfait du geste posé par M. Mulroney. Je le cite: «Le premier ministre du Canada, en offrant la collaboration de notre gouvernement à la Saskatchewan, assume le leadership dont tous les francophones hors du Québec sont en mesure d'apprécier».

Alors, nous allons suivre cela avec grande attention.

[Traduction]

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, le ministre va-t-il nous assurer aujourd'hui qu'il ne versera pas un sou au gouvernement de la Saskatchewan tant que celui-ci ne se sera pas engagé par écrit à faire quelque chose à cet égard? C'est tout ce que je veux savoir. Il est inutile de me parler de la correspondance échangée sur d'autres sujets. Je veux être assuré que l'argent en question ne servira qu'à cette fin.

**L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)):** Monsieur le Président, l'entente fédérale-provinciale prévoit que les fonds seront déboursés sur dix ans, au fur et à mesure que des dépenses seront engagées.

**M. Gauthier:** Nous savons cela. Répondez à ma question: oui ou non?

**M. Weiner:** Naturellement, certaines discussions sont en cours à l'heure actuelle. Nous avons l'assurance et l'engagement ferme du gouvernement de la Saskatchewan qu'il va passer à l'action dans les meilleurs délais. Bien entendu, les choses vont progresser et nous allons continuer à respecter notre partie de l'engagement.

Une entente existe et nous comptons nous assurer qu'elle sera respectée.

\* \* \*

### L'AGRICULTURE

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et ministre de l'Agriculture. Il y a près d'un mois, il annonçait des crédits spéciaux à l'intention des agriculteurs en proie ce printemps à une crise financière. Jusqu'ici, pas un dollar